

Affaires courantes

de sûreté ou de biens en garantie». Pas même pour un emprunt de 25 000 \$ ou de 40 000 \$. . .

M. Barrett: «Nous prendrons votre maison.»

M. Rodriguez: Pas même pour un emprunt de cent mille dollars. Elles refusent.

M. Barrett: Elles ne veulent pas sa maison.

M. Rodriguez: Non, car elles ont déjà trop de biens immobiliers.

M. Barrett: Trop de maisons.

M. Rodriguez: Les banques sont les plus grands propriétaires du pays. Voilà ce qu'elles sont.

Lorsque les choses vont bien, elles sont là pour tout le monde, mais lorsque les temps sont durs, elles ne prennent pas de risques. Elles ne prennent pas de risques avec les gens qui ont bâti la collectivité. Cela ne les intéresse pas, n'est-ce pas? Elles veulent uniquement les intérêts. C'est comme ça.

Je tiens à attribuer le mérite lorsque c'est justifié; je ne suis pas négatif. Nous avons probablement un des meilleurs systèmes bancaires au monde. Pourquoi dis-je cela? Parce que, en fait, nous avons une Loi sur les banques. Il s'agit d'un système bancaire national. Le Parlement a le pouvoir d'établir les règles de base qui régissent les banques. Nous n'avons pas la Première Banque nationale Barrett de Colombie-Britannique. Le député a tenté de l'implanter une fois.

M. Barrett: On m'en a empêché.

M. Rodriguez: On l'en a empêché, mais un autre gouvernement. . . mais peu importe, c'est toujours un gouvernement libéral ou conservateur, ce qui revient au même. Il a donc tenté de le faire une fois, mais cela n'a pas marché, n'est-ce pas?

M. Barrett: On m'en a empêché.

M. Rodriguez: On vous en a empêché, mais vous avez essayé. Vous aviez le coeur au bon endroit.

M. Barrett: Mon argent aussi.

M. Rodriguez: Vous m'avez fait perdre le fil de mes pensées. Où en étais-je?

Nous avons un système bancaire national, contrôlé par la Chambre des communes. Nos banques ont des succursales dans tout le pays. Il n'y a pas de doute que c'est un système très efficace. Par comparaison avec les Américains, nous sommes au XXI^e siècle.

Comment se fait-il que lorsqu'il faut faire travailler le système bancaire pour le bien du pays, pour les Canadiens, nous reculions.

M. Barrett: Non, le gouvernement travaille pour les banques.

M. Rodriguez: C'est la question, pourquoi? Vous venez de me donner la réponse.

M. Barrett: Il travaille pour les banques.

M. Rodriguez: C'est exact, tout à fait exact. Vous avez la bonne réponse, camarade.

M. Barrett: Je savais bien que j'avais raison.

M. Rodriguez: Je sais, c'est pour cela que vous avez été premier ministre. Dommage que vous ne le soyez pas resté plus longtemps.

M. Barrett: Dans ce cas, on ne m'aurait pas expulsé d'ici.

M. Rodriguez: Donc, nous avons la réponse à la question, et c'est parce qu'il n'y a pas de volonté politique. Les deux vieux partis, lorsqu'ils forment le gouvernement, n'ont pas la volonté politique ou la possibilité de faire en sorte que les banques travaillent pour le bien du Canada. En fait, c'est tout le contraire.

• (1030)

M. Barrett: Parfaitement.

M. Rodriguez: Le gouvernement travaille pour les banques. C'est ainsi que le système fonctionne.

Notre parti disait, dans son rapport minoritaire, que les intérêts du consommateur devaient être protégés. Nous proposons une limite flottante. Cela me paraît juste. Le précédent existe. Il y a beaucoup d'autres domaines où l'on utilise le taux de la Banque du Canada comme point de départ pour établir les autres taux. Cela se fait constamment.

Par exemple, la Loi sur les prêts aux petites entreprises fixe le taux d'intérêt à 1,5 ou 2 points au-dessus du taux préférentiel. On utilise toujours un repère pour fixer le taux d'intérêt. Pourquoi les banques devraient-elles avoir le droit d'exploiter les consommateurs?

Imaginez qu'en ce moment même, le taux d'intérêt sur les cartes de crédit de la Banque royale est de 16,5 p. 100. C'est insensé. Je demande aux députés de montrer qu'ils n'appuient pas un système qui permet aux banques de faire ce qu'elles veulent et d'exploiter le consommateur autant que faire se peut.